

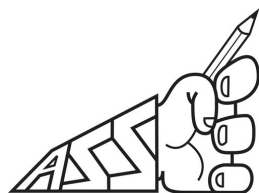
ISRAËL NE PEUT PAS RESTER IMPUNI !



Dossier noir sur l'intervention militaire israélienne
et le droit à l'éducation en Palestine

fneeq 
CSN

40ans
1969-2009



Printemps 2009



Autres ressources et liens utiles	3
Éditorial : Israël ne peut pas rester impuni!	4
Lettre ouverte aux établissements d'enseignement et au monde de l'éducation	6
Dossier noir de l'intervention militaire israélienne sur le droit à l'éducation en Palestine	7
Situation globale	7
Bande de Gaza	7
L'Université de Bir Zeit	10
L'Université Nationale de An-Najah	11

Page couverture : photo par Philippe Ducros

Côté droit : Graduation sous couvre-feu à Hébron. L'Université d'Hébron et la Polytechnique de la Palestine ont été fermées pour la plupart de 2003, privant plus de 6000 étudiants et étudiantes de leur droit à l'éducation. Les étudiantes et les étudiants ont finalement renversé les portes de leur université qui avait été fermée par les Israéliens afin d'être en mesure d'accéder à leurs salles de classe.

- Lettre ouverte d'universitaires et de membres du personnel universitaire et collégial pour des mesures de boycott contre Israël, Le Devoir, le 24 janvier 2009, http://www.tadamon.ca/post/2827/langswitch_lang/fr
- 300 membres du personnel académique britannique : *Boycott, divestment and sanctions now*, The Guardian UK, 16 January 2009, <http://right2edu.birzeit.edu/news/article703>
- *Arrêtez le carnage à Gaza. Boycottez immédiatement l'Université israélienne!* Appel de la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et d'employés d'université, le 3 janvier 2009, http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5658
- Pétition signée par le personnel académique et enseignant, Groupe Science pour la paix, Éducateurs pour la justice et la paix, 13 janvier 2009, <http://right2edu.birzeit.edu/news/article696>
- Lettre ouverte de membres du personnel académique américain sur Gaza, référence : Rania Masri et Marcy Newman, le 10 janvier 2009, <http://right2edu.birzeit.edu/news/article691>



La population palestinienne de Gaza est toujours à panser les plaies d'une intervention in-nommable de l'armée israélienne durant la période des fêtes de 2008 qui a fait plus de 1 300 morts et plus de 5 000 blessé-e-s. Pendant ce temps, les élections israéliennes viennent de confirmer un renforcement des courants les plus agressifs à l'endroit du peuple palestinien. Plus que jamais la solidarité internationale doit pouvoir s'exprimer fortement!

Animées par cette volonté d'agir en soutien au peuple palestinien, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont convenu de publier un dossier noir consacré entièrement aux conséquences sur le secteur de l'éducation. Ce dossier porte non seulement sur les récents événements dans la bande de Gaza, mais aussi sur les conséquences ressenties depuis quelques années avec l'occupation militaire.

Le dossier noir de l'occupation israélienne en matière d'éducation en Palestine

On retrouvera, dans le présent dossier, un bilan établi par le groupe *Right to Education*, basé à l'Université Berzeit, à partir notamment d'informations colligées par le ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne. Le dossier concerne autant l'éducation primaire, secondaire que l'enseignement supérieur. Il porte non seulement sur les morts et les blessé-e-s d'étudiantes, d'étudiants et de membres du personnel enseignant, mais aussi sur les impacts matériels, psychologiques et sur les différentes conséquences et traumatismes dont sont victimes les jeunes et les adultes en Palestine dans le secteur de l'éducation.

Ce dossier veut ajouter à la démonstration que la politique israélienne en Palestine porte atteinte à l'intégrité et au respect de la condition humaine la plus élémentaire en plus de témoigner des conséquences sur l'éducation, secteur vital pour une population. En heurtant ainsi le secteur de l'éducation, l'État israélien écrase brutalement les moyens pour un peuple de grandir dans une perspective de paix.

Contre la politique d'apartheid, l'État israélien ne peut pas rester impuni!

Par cette publication, l'ASSÉ et la FNEEQ veulent, entre autres, contribuer à l'information et à la sensibilisation des étudiants et étudiantes d'en-

seignement supérieur et plus largement de la population québécoise aux conséquences de l'occupation militaire israélienne en Palestine et à la réalité du droit à l'éducation en Palestine. Disponible sur nos sites respectifs en fichier numérique, nous vous invitons à reproduire ce dossier et à le diffuser le plus largement possible. Les deux organisations veulent aussi contribuer au soutien à la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS), appelée par la société civile palestinienne en 2005 et qui prend de l'ampleur depuis. Non seulement des organismes de solidarité se sont prononcés, mais plusieurs intellectuel-le-s et personnalité-e-s internationales ainsi que différentes organisations sociales l'ont fait aussi.

La FNEEQ, pour sa part, a développé depuis plusieurs années une disponibilité sans équivoque en solidarité avec les enseignantes palestiniennes et les enseignants palestiniens. Dès 2002, la FNEEQ a adopté une recommandation en vue de soutenir une campagne de boycott de produits israéliens. Plus récemment en 2007, elle a inscrit son action en lien avec la Palestine sur la base de l'appel à une campagne BDS, fait par les organisations syndicales et sociales palestiniennes. Le projet est de développer un large front social pour faire pression sur les autorités politiques afin que des gestes soient posés en ce sens. Pour appuyer ce travail de sensibilisation et d'appui à la campagne, un numéro spécial de la revue *Carnets* a été réalisé à l'automne 2007, sous le thème *Faire plus pour la Palestine*.

L'ASSÉ, quant à elle, a décidé d'emboîter le pas au mouvement étudiant international qui se mobilise sur cette question. Au-delà des principes fondateurs de l'association étudiante en matière de solidarité envers les luttes de libération, l'ASSÉ a adopté les bases de la campagne BDS en avril 2008 et s'est lancée dans une série d'ateliers-conférences sur la Palestine dans les cégeps et universités du Québec. Production d'outils d'information populaire, participation aux actions et manifestations contre l'apartheid israélien et mise en place d'une stratégie concertée de boycott académique sont les moyens privilégiés par l'ASSÉ pour soutenir la lutte du peuple palestinien. Puisqu'aucune paix n'est envisageable sans la justice et une éducation pour tous et toutes, l'association étudiante appuie activement la lutte du peuple palestinien et invite les mouvements sociaux du Québec à faire de même.

Rappelons également que plusieurs intellectuel-le-s au Québec et au Canada ont lancé le même appel à la campagne BDS et au boycott académique. Une lettre ouverte signée par une centaine de membres du personnel académique des universités et collèges du Québec a été publiée dans le journal *le Devoir*. Un collectif fut mis sur pied pour étendre les appuis et continue à récolter les signatures.

Mentionnons aussi, parmi les organisations syndicales qui appuient la campagne à ce jour, celui du Syndicat canadien de la fonction publique en Ontario et celui du Syndicat des travailleuses et des travailleurs des postes au Canada. Mentionnons aussi la prise de position dans le même sens du Syndicat de l'enseignement de la commission scolaire Champlain et, plus récemment, celle de la *Fédération Autonome du collégiale* (FAC).

Vers un forum mondial en éducation en Palestine en 2010

Considérant l'importance de l'éducation pour une population et, en particulier, son rôle dans le renforcement dans la quête du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, nous voulons aussi contribuer à préparer le projet de *Forum mondial en éducation*, prévu en 2010 en Palestine. En effet, plusieurs organisations non gouvernementales, enseignantes et syndicales en Palestine sont en cours de concertation pour recevoir en Palestine des délégations internationales du monde de l'éducation, des mouvements sociaux et de solidarité dans le cadre d'un forum soutenu par le comité international des forums sociaux mondiaux, qui ont lieu depuis quelques années.

En vue d'un tel événement en 2010, et pour agir maintenant en soutien avec le peuple de Gaza, la *Déclaration finale des mouvements sociaux* au Forum social mondial 2009 à Belem, intitulé *Nous ne payerons pas la crise! Que les riches la paient!*, a appelé à une *journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël* le 30 mars.

Conclusion

Nous croyons essentiel de faire connaître le bilan et les conséquences de l'occupation militaire israélienne en Palestine en regard de l'éducation aux membres de nos organisations affiliées, mais aussi plus largement au sein des mouvements sociaux et de la population. Nous voulons, par cette modeste publication conjointe, témoigner ensemble de notre volonté d'accroître la pression politique pour qu'Israël ne reste pas impuni suite à son action.



Lettre ouverte aux établissements d'enseignement et au monde de l'éducation

Right to Education, Université Berzeit, Ramallah, le 17 janvier 2009

À la lumière des bombardements massifs israéliens dans la Bande de Gaza, qui ont tués plus de 1 300 personnes, dont plus de 1 000 sont des civil-e-s (hommes, femmes et enfants), et blessés plus de 5 000 personnes, l'organisme *Right to Education Campaign* de Birzeit University appelle les communautés des établissements d'enseignement, les syndicats, les étudiantes et les étudiants, à exprimer leur appui et leur solidarité avec la population de Gaza, en demandant à leur gouvernement respectif d'imposer immédiatement des mesures de boycott, de désinvestissement et des sanctions contre l'État d'Israël, jusqu'à ce que soit respecté les droits humains et les lois humanitaires, que soit démantelé le système d'apartheid dans les territoires occupés comme au sein de l'État israélien, et jusqu'à l'engagement d'un processus durable et juste pour la paix.

L'État israélien a débuté son attaque militaire sur la Bande de Gaza le 27 décembre dernier et le même jour, un missile aérien a frappé le Centre de formation de Gaza dans le centre-ville, tuant 8 étudiantes et étudiants et en blessant 19 autres. Durant la matinée du lundi 29 décembre, un chasseur F-16 a bombardé le laboratoire des sciences et la librairie de l'Université islamique de Gaza, quelques heures avant l'arrivée des 20 000 étudiants et étudiantes à leurs examens. Quelques jours plus tard, le 3 janvier, un avion a ouvert le feu sur une école américaine alternative privée à Gaza, tuant un garde de sécurité et empêchant 200 étudiantes et étudiants d'avoir accès dorénavant à leur formation. Plus tard, le même jour, l'École d'agriculture de Beit Haroun a été endommagée par 4 tirs d'artillerie. Quatre autres écoles ont aussi subi des dommages dans le territoire de Gaza.

Suite à ces attaques incessantes, le système d'éducation de Gaza est dans l'impossibilité de fonctionner depuis plus de trois semaines. De plus, 27 installations de l'URNWA (agence de l'ONU d'aide à la Palestine), dont la plupart sont des écoles, servent d'abris à 45 000 Gazaouis désespéré-e-s fuyants leurs foyers en réponse aux ultimatum de l'armée israélienne : devenez sans-abris ou périssez dans les décombres des bombardements. Malgré tout, le 6 janvier, deux écoles de l'URNWA ont été bombardées, tuant toutes les personnes à l'intérieur, dans un cas 42 morts et 55 blessé-e-s. D'autres écoles ont été frappées, comme ce matin où les forces de Tsahal

ont bombardé une école de l'ONU à Beit Latiya dans le nord de la bande de Gaza, tuant une mère et son enfant. En plus de tuer, les attaques des écoles palestiniennes privent des milliers d'enfants, d'adolescents et d'adolescentes de toute forme d'éducation dans les prochains mois. Jusqu'au 17 janvier, 68 écoles ont déjà été détruites.

Cibler les écoles, particulièrement celles servant d'abris et connues par l'armée israélienne, réaffirme les intentions génocidaires de la guerre d'Israël et démontre que les efforts pour informer les Gazaouis des bombardements imminents ne sont que de purs exercices de relation publique. Il ne fait aucun doute qu'Israël vise les infrastructures civiles et par la même occasion crée des conditions de terreur et un dysfonctionnement intolérable pour toute la population de Gaza (1,5 millions) dont 50% ont moins de 18 ans.

La guerre à Gaza est un point de non-retour: le monde entier ne peut demeurer silencieux face aux agissements d'Israël. C'est eux qui ont brisé un cessez-le-feu en tuant 6 palestiniens et palestiniennes le 4 novembre 2008 et 4 de plus le 17 novembre 2008. C'est Israël qui détruit l'infrastructure civile palestinienne, c'est lui qui cible des écoles qui abritent des civil-e-s, lui qui utilise des substances illégales sur des civil-e-s comme les bombes au phosphore. C'est encore lui qui empêche les secours d'approcher les victimes et les blessé-e-s ou qui empêche médications et denrées essentielles d'entrer à Gaza. Israël rend la vie impossible à toute la population et enlève toute possibilité aux habitantes et habitants d'échapper au carnage.

Ce ne sont pas là les gestes d'une nation qui respecte le droit international. D'importants législateurs internationaux ont déjà dénoncé la disproportion des attaques d'Israël, les qualifiant de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Assez c'est assez! Joignez vous à l'appel d'artistes, d'écrivains et d'écrivaines, d'avocates et d'avocats, d'enseignants et d'enseignantes et d'étudiantes et d'étudiants, et contribuez à la fin d'un régime basé sur la mort, la dépossession, l'emprisonnement et la discrimination du peuple palestinien afin d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé : une autocratie ethno-religieuse.

Il faut agir maintenant!

Dossier noir de l'intervention militaire israélienne sur le droit à l'éducation en Palestine

7

Right to Education, Université Berzeit, Ramallah, le 25 janvier 2009

Le 27 décembre 2008, Israël a lancé une grande offensive militaire contre Gaza, sous le nom de code *Opération plomb durci*. L'opération a duré 22 jours et, selon des informations du centre Al-Mezan, 1 268 Palestiniennes et Palestiniens ont été tué-e-s, dont au moins 268 enfants.

Le ministère de l'Éducation a été frappé à deux reprises par des bombardements aériens et plusieurs établissements d'enseignement ont également été touchés. Selon une déclaration publiée par le *Centre Al-Mezan* le 14 janvier 2008, 66 écoles de la Bande de Gaza ont été détruites ou endommagées par l'armée israélienne jusqu'à présent. Sept de ces écoles ont été délibérément ciblées et 33 étaient des établissements de l'UNRWA (Nations Unies).

L'organisme //Right to Education// basé à l'Université Berzeit, près de Ramallah en Cisjordanie, a compilé les effets des agressions dans le secteur de l'Éducation en Palestine, à partir d'un document du ministère de l'Éducation de l'Autorité palestinienne, qui porte principalement sur l'enseignement primaire et secondaire, et à partir de ses propres informations, surtout en enseignement supérieur. Voici un portrait non exhaustif de la situation du secteur de l'éducation en Palestine.

Situation globale

- Le coût total des dommages causés à la propriété des universités par les invasions israéliennes est de **7 888 133 \$US** (Ministère palestinien de l'Éducation supérieure 'The Effect of the Israeli Occupation on the Palestinian Education').

- Les tracas liés aux déplacements ont pour effet que certains étudiants et certaines étudiantes

n'ont plus la liberté de choisir les matières qu'ils ou elles étudient, par exemple :

- *L'Université arabo-américaine de Jénine n'est pas en mesure d'offrir un programme d'ingénierie.*

- *Les universités Al-Qods et de An-Najah sont les deux seules écoles de médecine dans les territoires occupés.*



Le mur coupe le chemin à 36 % des étudiants et étudiantes de l'Université al-Qods et qui empêche environ 15 740 personnes d'atteindre leurs écoles.

- *Le corps étudiant de l'Université de Bethléem est composé de femmes à 70 %, ce qui reflète les difficultés liées au déplacement vers les autres universités puisque, habituellement, les familles préfèrent que ce soit les garçons, plutôt que les filles, qui quittent le domicile familial.*

- Le Mur de séparation coupe le trajet de 36 % des étudiantes et des étudiants de l'Université al-Qods et empêche environ 15 740 étudiants et étudiantes de se rendre à leur école respective. Le Mur a aussi entraîné une pénurie d'enseignantes et d'enseignants dans les secteurs palestiniens de Jérusalem, puisque plusieurs d'entre eux et elles proviennent de Cisjordanie.

- Les départements sont constamment menacés de perdre une partie de leur personnel. Quand cela se produit, les autres membres du personnel enseignant doivent assumer le fardeau supplémentaire occasionné par l'annulation des cours.

- En juillet 2007, le département d'anglais de l'Université arabo-américaine de Jénine a frôlé la fermeture en raison de la difficulté à attirer sur place des enseignants et des enseignantes de langue maternelle anglaise. Ce défi est dû à la pratique actuelle des responsables israéliens de l'Immigration visant à transformer en loterie l'embauche dans une université cisjordanienne.

Bande de Gaza

27/12/08 : Un missile frappe le Gaza Training College, en plein centre-ville de la ville de Gaza : 8 étudiantes et étudiants sont tué-e-s et 19 sont blessé-e-s.

27/12/08 : Lors de la première vague de bombardements israéliens, l'École de musique de Gaza, située dans l'édifice de la Société palestinienne du Croissant-Rouge dans la ville de Gaza, est démolie en même temps que le reste de l'édifice lorsque l'enceinte des Forces de la sécurité préventive, qui se trouve de l'autre côté de la rue, est détruite. L'école avait été fondée par la Fondation Qattan grâce à un financement conjoint octroyé par l'organisation suédoise de développement SIDA.

29/12/08 : Le bombardement de l'Université islamique de Gaza détruit le pavillon des laboratoires scientifiques, ainsi que d'autres bâtiments importants, dont la bibliothèque. Israël n'a toujours pas présenté de preuve pour soutenir ses accusations selon lesquelles le laboratoire scientifique servait de centre de « recherche et de développement d'armes pour le Hamas ».

03/01/09 : Des avions israéliens détruisent complètement l'École américaine à Gaza, tuent les gardiens de sécurité et nient par le fait même le droit à l'éducation de quelque 200 étudiants et étudiantes.

03/01/09 : L'armée israélienne tire quatre obus d'artillerie près de l'École d'agriculture de Beit Hanoun, ce qui endommage l'établissement et blesse 3 passantes et passants.

05/01/09 : Des avions israéliens tirent 15 missiles aux alentours de l'École Omar Ibn Al Khat-tab, à Beit Lahia.

6/01/09 : Des missiles israéliens touchent deux établissements scolaires gérés par la UNRWA. Ces bâtiments sont à ce moment utilisés comme refuge pour les personnes qui ont fui leur maison après avoir reçu des feuillets de l'armée israélienne les sommant de s'enfuir (faute de quoi elles périraient sous les bombardements imminents).



Un étudiant au poste de contrôle de Surda, un barrage militaire permanent installé directement à l'extérieur de l'université entre 2001 et 2003. Toute personne voulant accéder à leur université devait traverser un poste de contrôle faisant 2 km à chaque jour afin d'accéder à l'université; c'est-à-dire, seulement sous autorisation.

Selon la section palestinienne de l'organisme Défense des Enfants-International, 42 personnes sont mortes, dont 14 enfants, lorsque trois obus d'artillerie israéliens ont explosé tout près de l'école Al-Fakhoura dans le camp de réfugié-e-s Jabaliya, au nord de la Bande de Gaza. L'école, gérée par la UNRWA, a suspendu ses activités dès le début de l'offensive militaire israélienne à Gaza, mais servait jusque-là de refuge pour 350 civil-e-s. Selon Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, l'emplacement de tous les établissements de l'ONU a été communiqué aux autorités israéliennes et est bien connu de l'armée.

Le 8 janvier 2009, Chris Guinness, porte-parole de la UNRWA, a affirmé au quotidien Haaretz que l'armée a reconnu ses écarts de conduite :

« Lors de séances d'informations à l'intention des diplomates étrangers, des officiers supérieurs des Forces de défense d'Israël ont admis que les bombardements auxquels ils ont riposté à Jabalya ne provenaient pas de cette école », affirme M. Guinness. « Les FID ont reconnu lors de cette séance d'informations que l'attaque contre le site de l'ONU n'était pas délibérée ».

11/01/09 : On rapporte que plus de 25 000 Palestiniennes et Palestiniens cherchent refuge suite au bombardement des écoles de l'ONU.

12/01/09 : Vers 15 h 28, des avions israéliens bombardent la zone agricole au nord de l'école Al-Shaima, à Beit Lahia, endommageant l'école et les maisons qui se trouvent à proximité de celle-ci.

Vers 23 h 30, l'armée israélienne tire des obus d'artillerie dans la région de Beer al-Naja, à Jabaliya ouest. Une des bombes tombe à l'intérieur de l'école Shadia Abu Ghazala, alors utilisée comme refuge par la UNRWA.

16/01/09 : Le siège de l'Association des professeur-e-s universitaires de Palestine, à Gaza, est bombardé par l'armée israélienne dans la foulée de sa campagne de destruction du quartier Tal el-Hawa, à Gaza. L'édifice se retrouve sans toit et risque de s'effondrer à tout moment.

Le même jour, vers 20 h 30, des hélicoptères de combat israéliens ouvrent le feu sur le quartier Mashrou, à Beit Lahia, touchant des maisons et la cour de l'école pour garçons Beit Lahia (gérée par la UNRWA), où sont réfugiés des civil-e-s déplacé-e-s. Une jeune fille de 13 ans, Falastin Tanboura, est gravement blessée. Sa jambe est amputée peu après à l'hôpital.

17/01/09 : Selon Al-Mezan, à 6 h 30, les FOI tirent un obus (vraisemblablement de phosphore blanc) sur l'école pour garçons Beit Lahia (UNRWA), qui abrite toujours des civil-e-s. Tandis que les réfugié-e-s tentent d'évacuer l'école, un autre obus frappe une salle de classe et les fragments se répandent dans plusieurs salles. Deux enfants sont tués et leur mère, Nujoud Shaban al-Ashqar, est blessée. Les FOI tirent un autre obus qui touche à nouveau l'école et blesse 14 personnes réfugiées, dont 6 enfants. Les personnes réfugiées s'enfuient de l'école et se rendent à l'hôpital Kamal Udwan de Beit Lahia afin d'y trouver refuge. Un travailleur de terrain de Al-Mezan rapporte que la UNRWA a rapidement réagi en ouvrant une autre école pour les réfugié-e-s dans les environs de al-Nazla à Jabaliya. Certains réfugié-e-s sont cependant retourné-e-s dans la même école, qui abritait 320 familles (1 853 personnes).

Pertes matérielles

En juin 2006, un avion de combat F-16 bombarde l'Université islamique de Gaza.

Restriction imposée à la circulation

Depuis 2004, Israël interdit aux personnes résidentes palestiniennes de Gaza d'étudier en Cisjordanie. En 2006, une décision de la Cour suprême d'Israël a interdit à 10 Palestiniennes et Palestiniens de se rendre à l'Université de Bethléem pour y étudier l'ergothérapie. L'argument évoqué par l'État est qu'en obtenant des permis de circulation, les étudiantes palestiniennes et étudiants palestiniens deviendraient des « **porteurs de renseignements** ».

Israël a également interdit aux personnes résidentes de Gaza admises à diverses institutions scolaires d'entrer en Israël pour étudier. Le voyage à l'étranger est ainsi la seule option qu'ont les étudiantes et étudiants qui souhaitent poursuivre des études dans des domaines qui ne sont pas offerts dans la Bande de Gaza.

Après la fermeture du point de passage de Rafah, en juin 2007, 722 étudiants palestiniens et étudiantes palestiniennes universitaires à l'étranger se sont retrouvé-e-s coincé-e-s à Gaza. Environ 30 d'entre eux et elles étudient dans des universités américaines, et 10 étudient au Royaume-Unis. Deux mille étudiantes et étudiants inscrites et inscrits à des écoles à l'étranger sont également resté-e-s coincé-e-s. Ils et elles font partie des quelques 7 500 Gazaouites qui doivent obtenir une permission spéciale pour continuer à travailler, étudier ou recevoir des traitements médicaux à l'extérieur de Gaza.

Gisha, une organisation de défense des droits humains, affirme qu'en septembre 2007, 1 100 étudiants et étudiantes universitaires ont voulu quitter Gaza pour étudier à l'étranger. Seulement 480 ont réussi à le faire. Depuis janvier 2008, Israël n'a autorisé aucun transport d'étudiantes et d'étudiants de Gaza vers l'Égypte.



Mai 2008 : Sept Bourses d'études Fulbright devaient être réassignées en raison de l'interdiction de circuler imposée par Israël aux étudiantes et étudiants. Dans un volte-face de dernière minute, les sept demandes de bourse ont été réexaminées. Le Département d'État des États-Unis a envoyé un courriel aux étudiantes et étudiants affirmant : « Nous travaillons étroitement avec le gouvernement israélien pour nous assurer de sa coopération dans cette affaire ».

Trois des étudiants et étudiantes, Zuhair Abu Shaban, Fida Abed et Osama Daoud, ont fini par obtenir la permission de se rendre à Jérusalem pour faire une demande de visa et, le 30 juillet, les fonctionnaires étasuniens leur ont accordé des visas étudiants pour les États-Unis. **Deux jours plus tard, leurs visas ont été révoqués pour cause de « renseignements supplémentaires »**, selon Gonzalo Gallegos, porte-parole du Département d'État.

Finalement, seuls 4 des 7 récipiendaires de bourses Fulbright ont réussi à quitter Gaza pour poursuivre leurs études.



Poste de contrôle de Huwarra - L'Université nationale d'An-Najah, à Naplouse, est entourée de 7 postes de contrôle protégés par l'armée israélienne. On estime que 9000 étudiants et étudiantes (environ 57% de la population étudiante) traversent régulièrement un ou plusieurs de ces postes pour accéder à l'université.

PCHR affirme qu'environ 200 étudiantes et étudiants ont réussi à quitter Gaza lorsque le point de passage de Rafah a été ouvert pendant 2 jours à la fin du mois d'août 2008. Depuis septembre 2008, environ 400 sont coincé-e-s à Gaza et risquent de perdre leur place à l'université.

Traumatisme

L'université de Queen, à Belfast, a publié un rapport affirmant que 98 % des enfants de Gaza souffrent de traumatismes psychologiques ainsi que de troubles psychiatriques et psychologiques graves et débilissants.

John Ging, directeur de la UNRWA à Gaza, déclare que « **Entre autres, les effets cumulatifs de plusieurs années de violence et de restrictions, d'études interrompues et de pauvreté endémique se dégagent clairement des examens menés auprès des écoliers et écolières de Gaza.** » (The Independent, 6 octobre 2007).

Ressources économiques

Près de 78% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Conséquemment, plusieurs familles pauvres envoient leurs enfants à l'école à tour de rôle de sorte qu'ils et elles puissent partager le même uniforme.

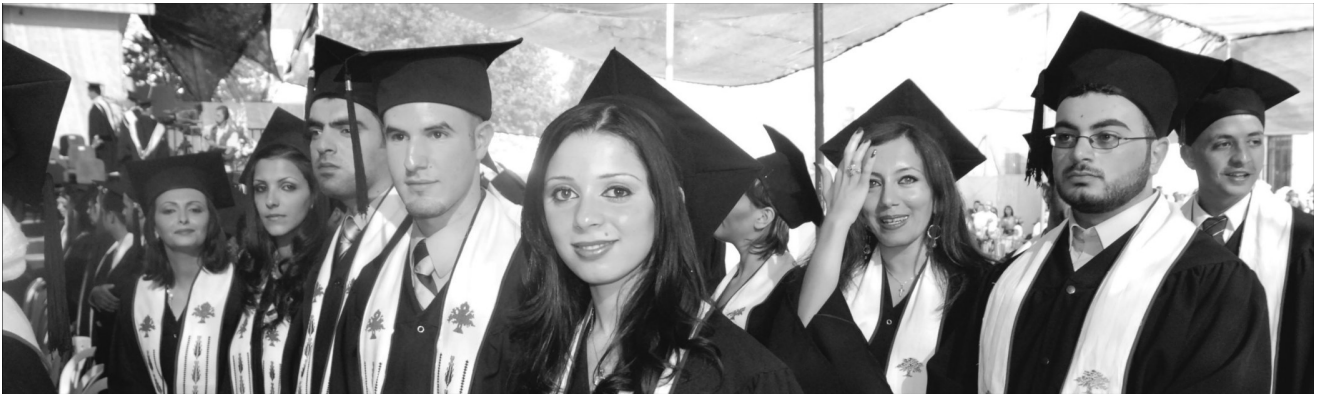
En septembre 2007, la UNRWA a révélé que 30 % de ses élèves ne possédaient pas de manuels scolaires, puisque l'armée israélienne empêchait les fournitures scolaires d'entrer à Gaza. La UNRWA estime qu'il y a 200 000 étudiants et étudiantes à Gaza, ce qui représente la moitié des enfants en âge scolaire de la Bande de Gaza.

L'interdiction touche maintenant toutes les fournitures de base telles que le papier, l'encre et le matériel de reliure. La pénurie est d'autant plus exacerbée que les manuels scolaires des écoles publiques administrées par l'AP sont imprimés à Gaza depuis que le programme scolaire égyptien a été remplacé par un programme palestinien, en 2006. Le ministère de l'Éducation de la Palestine affirme que 27 % des manuels des écoles publiques n'avaient pas encore été imprimés en septembre 2007. Les écoles publiques desservent la moitié des écoliers et écolières de la Bande de Gaza.

Depuis le 9 avril 2008, l'embargo israélien sur le ravitaillement en carburant dans la Bande de Gaza paralyse le secteur de l'éducation, puisque la moitié des étudiantes et étudiants de tous niveaux sont dans l'incapacité de se rendre aux écoles et universités.

Octobre 2008 : Jamal Al Khudari, membre du Conseil législatif palestinien, annonce que le siège israélien a forcé les universités de Gaza à investir

50 millions de dollars dans des projets de développement en raison de leur incapacité à importer des matériaux de construction de base, une réalité qui touche principalement les établissements médicaux et installations technologiques. M. Al Khudari a également insisté sur l'impossibilité de bien administrer des universités et des écoles sans électricité, eau ou chauffage durant les mois d'hiver



Cérémonie de graduation en 2008; durant la première Intifada, l'Université de Birzeit (ainsi que toutes les autres institutions d'enseignement) était fermée pour une période de 4 ans (1988 - 1992). Malgré sa fermeture, sous l'ordre des militaires israéliens, Birzeit n'a jamais arrêté de fonctionner, en continuant de tenir des classes dans des domiciles, des mosquées, des centres communautaires, etc.

L'Université de Bir Zeit

Détentions et harcèlement

Nombre total d'étudiants et étudiantes emprisonné-e-s depuis novembre 2003 : **372**

Nombre d'étudiantes et étudiants présentement en détention : **83** (dont **40** qui n'ont été reconnue-s coupables d'aucun délit) :

- **43** personnes condamnées;
- **12** en attente d'un procès (plus **5** personnes libérées sous caution);
- **12** en « détention administrative »;
- **11** en interrogation

En décembre 2007, le dirigeant du Conseil étudiant de l'Université de Bir Zeit est accusé d'être membre d'une « organisation illégale » et « d'occuper un poste de responsabilité » au sein de cette organisation. Il est actuellement détenu à la prison de Ofer et purgera une peine d'emprisonnement d'au moins un an en vertu d'une mesure législative destinée à punir les jeunes Palestiniens et Palestiniennes politiquement actifs et actives.¹

21 des 40 cas représentés par l'avocat de l'Université de Bir Zeit concernent des prisonnières et prisonniers de conscience qui sont détenu-e-s parce qu'ils et elles appartiennent à une organisation étudiante ou à un parti politique. Bon nombre d'entre eux et elles occupaient des postes de leadership au sein du Conseil étudiant au moment de leur arrestation. Non seulement leur refuse-t-on leur droit à la libre association et à la liberté, mais on leur refuse aussi le droit à l'éducation.

1 - Pour plus d'information, voir le communiqué de Right to Education : <http://right2edu.birzeit.edu/news/article506>

Douze étudiants et étudiantes sont présentement en « détention administrative ». Il s'agit d'un système d'incarcération sans accusation, où des preuves secrètes obtenues par les services de renseignement israéliens sont présentées à un juge militaire afin de justifier l'incarcération des accusé-e-s. Les périodes de détention, pouvant aller jusqu'à six mois, sont renouvelables. Les motifs évoqués ne sont pas communiqués à la personne détenue ni à son avocat ou avocate. La souffrance psychologique causée par le fait de ne pas connaître les motifs de la détention équivaut parfois à de la torture telle que définie par la Convention contre la torture de l'ONU. Un étudiant de Bir Zeit se trouve en « détention administrative » depuis 3 ans.

Plusieurs étudiantes et étudiants, qu'ils et elles soient impliqué-e-s ou non dans des activités étudiantes, sont soumis à des interrogatoires arbitraires. Le stress psychologique de ces interrogatoires peut être considéré comme un « traitement inhumain et dégradant » tel que défini par la Convention contre la torture de l'ONU. Les étudiants et étudiantes qui refusent de se soumettre aux interrogatoires sont par la suite harcelé-e-s aux postes de contrôle israéliens, se voient refuser des permis de travail et sont sujets et sujettes à des invasions de domicile. Environ 30 % de la population étudiante vivant dans le village Beir Zeit est soumise à ces « entrevues ».¹

Isolement économique

L'Université de Bir Zeit reçoit habituellement près de 1,5 million de dollars américains par année dans le cadre des subventions généralement accordées aux universités de la taille de Bir Zeit. Au cours de l'embargo économique imposé au gouvernement du Hamas suite aux élections parlementaires de 2006, l'AP n'a réussi à transférer qu'une infime partie de ces fonds : l'université s'est retrouvée déficitaire de 1,2 million de dollars américains. Conséquemment, le salaire du personnel a été réduit de moitié durant deux mois, 3 000 étudiantes et étudiants n'ont pas été en mesure de payer leurs frais de scolarité et ont déclenché une grève, et le budget annuel s'en est gravement ressenti.

Restrictions à la liberté de circulation

Le cantonnement de la Cisjordanie a eu pour effet de faire perdre à Bir Zeit une partie de son caractère national puisque les étudiants et étudiantes ont de plus en plus de mal à se rendre à l'université. Le poste de contrôle de Qalandya, par exemple, retient quotidiennement les étudiantes et étudiants de une à deux heures.

Comme l'État d'Israël contrôle les frontières et le registre de la population des territoires palestiniens occupés, il exerce une autorité *de facto* sur le choix des étudiants et étudiantes et des enseignantes et enseignants qui peuvent accéder à l'Université de Bir Zeit. Depuis le début de 2006, plusieurs milliers de Palestiniens et Palestiniennes qui détiennent des passeports étrangers, ainsi que des étrangers et étrangères, se sont vu refuser le droit d'accès pour visiter, étudier ou travailler dans les territoires palestiniens occupés. Le bien-être financier et académique de l'Université de Bir Zeit est particulièrement touché par cette situation. Le nombre des employé-e-s qui détiennent des passeports étrangers a été réduit de moitié (de 52 personnes en mai 2006 à 27 en septembre 2006) et les revenus provenant des étudiantes étrangères et des étudiants étrangers ont considérablement diminués.

Au cours de l'année scolaire 2006-2007, 13 étudiantes et étudiants du Programme d'études arabes et palestiniennes de Bir Zeit se sont vu refuser l'admission ou la réadmission pour poursuivre leurs études. Cela menace littéralement la viabilité du programme d'études sur la langue et la culture arabe, puisque ce programme est entièrement autosuffisant et dépend donc directement de l'arrivée des étudiants étrangers et étudiantes étrangères à l'université.

Au début de l'année scolaire 2007-2008, le Programme d'études arabes et palestiniennes n'étant plus autosuffisant, l'université a dû assumer un fardeau financier supplémentaire.

1 - Pour un témoignage à ce sujet voir : <http://right2edu.birzeit.edu/news/article629>

Au cours de l'année scolaire 2006-2007, au moins 14 membres du personnel enseignant ont été menacés de ne pas pouvoir finir l'année en raison de tracas liés à leur visa. Toujours en attente d'une pièce d'identité valide de la part de l'État israélien, 383 étudiantes et étudiants étaient menacé-e-s de déportation ou de détention à chaque passage à un poste de contrôle.

En 2000, 350 étudiants et étudiantes gazaouites fréquentaient l'Université de Bir Zeit. Plusieurs ont été déporté-e-s, d'autres ont choisi de rester « illégalement » en Cisjordanie, courant ainsi le risque d'être capturé-e-s et déporté-e-s à tout moment. En 2005, il ne restait plus que 35 étudiantes et étudiants gazaouites à Bir Zeit. Aujourd'hui, il n'en reste aucun et aucune.

L'Université Nationale de An-Najah

Détentions et harcèlement

Trois membres du personnel enseignant ont été emprisonnés par l'armée israélienne entre décembre 2007 et mars 2008.

Actuellement en détention :

- Sept membres du personnel enseignant, dont un doyen de faculté;
- Un membre du personnel d'administration;
- Environ 80 étudiants et étudiantes.

Restrictions à la liberté de circulation

Environ 9 000 étudiantes et étudiants (à peu près 57 % du corps étudiant) doivent traverser régulièrement un poste de contrôle pour se rendre à l'université ou pour retourner à leur domicile. Certains et certaines font le trajet quotidiennement, mais celles et ceux qui habitent plus loin doivent se déplacer toutes les semaines ou tous les mois.

Une étude menée par la campagne *Right to Education* à An-Najah, portant sur l'expérience personnelle de 28 étudiantes et étudiants qui sont forcé-e-s de traverser régulièrement des postes de contrôle israéliens, révèle que les hommes sont retenus deux fois plus longtemps que les femmes aux postes de contrôle, et que le temps d'attente

est de quatre minutes à une heure et demie. Le temps d'attente dépend de l'heure de la journée. Tant pour les hommes que pour les femmes, les postes de contrôle sont généralement embouteillés entre 14 h et 16 h. C'est parce que les étudiants et étudiantes tentent de regagner leur domicile après les classes et veulent attraper les transports en commun avant la tombée du jour.

Les étudiantes et étudiants qui habitent loin de l'université doivent souvent passer plusieurs postes de contrôle. Par exemple, les étudiants et étudiantes originaires de Bethléem ou de Hébron, qui font le trajet chaque semaine ou chaque mois, doivent passer par cinq postes de contrôle à l'aller comme au retour.

Une autre étude portant sur les étudiantes et étudiants de An-Najah rapporte que 95 des 166 personnes interrogées en profondeur disent traverser régulièrement des postes de contrôle. Leurs réponses au sondage révèlent que 91 % d'entre eux et elles ont manqué des classes par suite des délais aux postes de contrôle; 84 % affirment avoir dû remettre à plus tard ou annuler complètement des déplacements à cause des postes de contrôle.

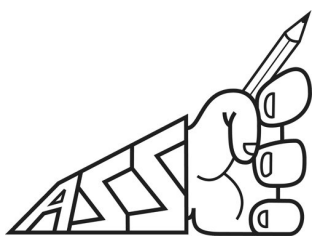
De plus, 64 % des personnes interrogées rapportent avoir été physiquement agressées à un poste de contrôle et pratiquement 100 % affirment avoir ressenti de la colère et de la nervosité aux postes de contrôle. Ces facteurs émotionnels indiquent l'état d'esprit dans lequel se trouvent les étudiantes et étudiants qui doivent régulièrement traverser des postes de contrôle pour accéder à une institution d'enseignement supérieur. Par voie de conséquence, cette agitation mentale a un effet sur la capacité des étudiants et étudiantes à se concentrer et à étudier lorsqu'ils sont de retour à la maison.

Cette enquête révèle également une tendance chez les étudiantes et étudiants à éviter les postes de contrôle pour accélérer leur retour au domicile. Cela les rend d'autant plus susceptibles d'être intercepté-e-s par une patrouille de l'armée israélienne. Des étudiants et étudiantes rapportent plusieurs incidents de passages à tabac et de harcèlement lorsqu'ils ou elles ont été intercepté-e-s par l'armée en tentant de contourner des postes de contrôle.

La *Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec* (FNEEQ) a été fondée en 1969. Elle compte actuellement 80 syndicats et représente près de 25 000 membres dans 37 cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel), dans 31 établissements d'enseignement privés et dans une douzaine d'institutions universitaires.

fneeq  CSN

40 *ans*
1969-2009



L'*Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante* (ASSÉ) est un regroupement provincial d'associations étudiantes collégiales et universitaires regroupant actuellement près de 42 000 membres qui reconnaissent que les étudiants et étudiantes partagent des intérêts communs et qui s'entendent sur le principe fondamental que l'éducation est un droit et non un privilège